



Majors européens

BTP, Energie, Immobilier, Concessions

Après une nouvelle année de croissance rentable en 2024, comment les majors européens abordent une année 2025 marquée par une incertitude géopolitique mondiale ?

Focus Sustainability : quels leviers les majors européens ont-ils activés pour tenir leurs trajectoires de décarbonation d'ici 5 ans ?

Juin 2025
14^e édition

forv/s
mazars

Sommaire

Edito

4 Panel

Principaux enseignements

- 6** 2024 confirme la tendance haussière sur l'ensemble des indicateurs du Panel
- 7** Une dynamique de croissance hétérogène du chiffre d'affaires parmi les majors
- 8** Une nouvelle amélioration du taux de marge opérationnelle, moins marquée chez les majors français
- 9** La forte progression des carnets de commandes continue de rassurer, dans un contexte mondial incertain

Rentabilité des majors par secteur en 2024

- 12** Performance des majors par secteur en 2024 vs 2023
- 13** BTP
- 14** Energie & Services
- 15** Immobilier
- 16** Concessions

Focus Sustainability

- 18** Le BTP face au défi climatique : entre ambition et réalité
- 19** Le BTP en transition : une hausse d'émissions au service d'un futur bas carbone
- 20** Des trajectoires ambitieuses mais exigeantes pour le secteur du BTP à l'horizon 2030
- 21** Des leviers structurants pour accélérer la transition écologique du BTP

Conclusion

L'année 2025 a commencé dans un environnement macroéconomique très tendu — marqué par des taux d'intérêt toujours élevés, des tensions géopolitiques commerciales fortes et un climat d'incertitude mondial.

En comparaison, l'année 2024 s'est déroulée dans une plus grande sérénité avec une maîtrise de l'inflation mais un niveau d'investissement toujours faible et un marché immobilier au ralenti. Dans ce contexte, les grands acteurs européens du secteur du BTP ont pourtant fait preuve encore une fois de résilience avec une tendance haussière de tous leurs indicateurs.

Une croissance par ailleurs rentable, signe du succès d'un modèle de major diversifié, tant géographiquement que sectoriellement. La part du BTP dans leur activité est désormais limitée à 54 % et la part de l'international représente 64 % de leur activité, en hausse de 10 points en 5 ans.

Bien que la croissance du secteur du BTP en Europe marque un léger ralentissement par rapport aux deux dernières années particulièrement dynamiques, la trajectoire reste positive. Le chiffre d'affaires progresse de 8 % et les carnets de commandes enregistrent une hausse de 11 %, confirmant non seulement la solidité du marché fin 2024, mais aussi des perspectives encourageantes à moyen et long terme.

Le panel d'acteurs du BTP étudié représente un chiffre d'affaires cumulé d'environ 300 milliards d'euros, dont plus de 50 % est porté par quatre acteurs français — Vinci, Bouygues, Eiffage et SPIE — illustrant la contribution majeure des entreprises françaises dans le paysage européen.

L'analyse sectorielle des majors du BTP met en lumière des dynamiques contrastées.

Comme en 2023, le segment de l'Immobilier continue de décliner, enregistrant une contraction annuelle de 13 %, à l'image des autres acteurs du secteur de la promotion immobilière.

L'Energie enregistre pour la troisième année consécutive la plus forte croissance. Ce secteur atteint cette année un niveau historique et représente 30 % de l'activité des majors du BTP.

Cette évolution met en évidence les défis majeurs du secteur, qu'il s'agisse de la transition écologique avec des objectifs de neutralité carbone d'ici 2050, des besoins croissants en infrastructures durables ou en rénovation énergétique des bâtiments. Dans cette dynamique qui ne cesse de s'accélérer, les entreprises innovantes et engagées qui contribuent aux objectifs de durabilité seront les mieux positionnées.

Bonne lecture !



Mathieu Delafoy

Associé, Responsable secteur Audit Immobilier / BTP



Blandine Rolland

Associée, Immobilier/BTP



Olivier Thireau

Associé, Immobilier/BTP



Le Panel 2024 intègre l'ensemble des groupes européens, pure players ou acteurs diversifiés autour des métiers du BTP, de l'Energie, de l'Immobilier et des Concessions, dont le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice est supérieur à 7 Mds€.

Notre étude est fondée sur les documents d'enregistrement universel et les autres communications des groupes du Panel.

Rang	Evolution vs. 2023	Pays d'origine	Groupe	CA 2024 (Mds €)	Taux Marge Opérationnelle 2024 (%)	Capitalisation boursière à fin 2024 (Mds €)	Variation 2023/2024 de la capitalisation boursière
1	=	France	Vinci	71,6	12 %	58,0	-13 %
2	=	France	Bouygues	56,8	4 %	10,8	-17 %
3	=	Espagne	ACS	41,6	3 %	13,2	18 %
4	=	France	Eiffage	24,0	10 %	7,8	-14 %
5	+1	Espagne	Acciona	19,2	6 %	6,0	-18 %
6	-1	Autriche	Strabag	17,4	5 %	4,7	11 %
7	=	Suède	Skanska	15,4	4 %	8,4	26 %
8	=	Italie	Webuild	11,0	5 %	3,7	103 %
9	+2	France	SPIE	9,9	5 %	6,7	16 %
10	-1	Royaume-Uni	Balfour Beatty	9,7	2 %	2,8	34 %
11	+1	Italie	Mundys*	9,3	29 %	N/A	N/A
12	+1	Espagne	Ferrovial	9,1	12 %	29,6	21 %
13	-3	Espagne	FCC	9,1	8 %	4,0	-36 %

Source : Documents d'enregistrement universel des groupes et Bloomberg

*Mundys n'est plus coté depuis le 9 décembre 2022

Dans le cadre de cette étude, la marge analysée correspond au résultat opérationnel courant.

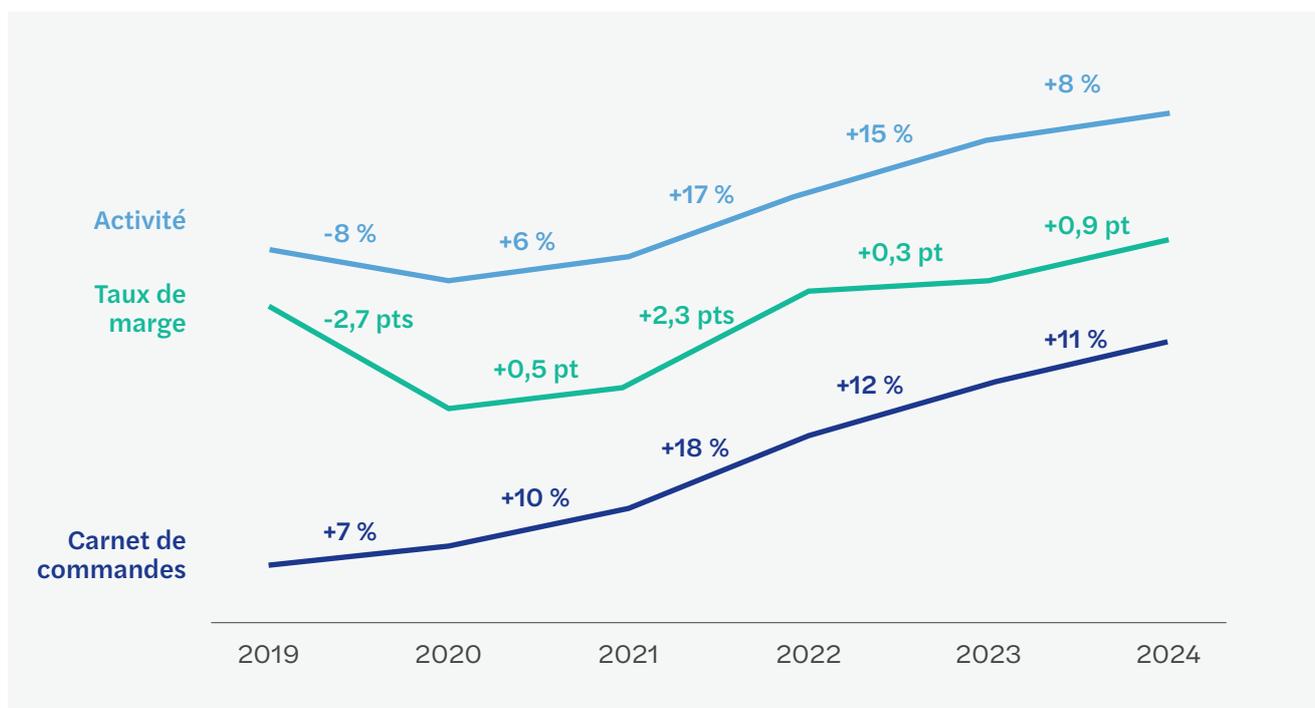
La définition du résultat opérationnel courant diffère selon les acteurs. Par souci de cohérence et de comparabilité, nous avons procédé à un retraitement lorsque l'impact était significatif : exclusion du résultat des sociétés mises en équivalence, des plus ou moins-values de cession significatives, et retraitement des impairments significatifs.

Nous avons indiqué l'impact de chaque retraitement par rapport à l'information financière communiquée par chaque groupe.



2024 confirme la tendance haussière sur l'ensemble des indicateurs du Panel

Evolution de l'activité, du carnet de commandes et du taux de marge entre 2019 et 2024



Malgré un environnement international instable, marqué par des guerres sur plusieurs fronts, des tensions géopolitiques et un durcissement des politiques commerciales entraînant une grande incertitude à réaliser des prévisions fiables, les entreprises du Panel ont su démontrer une solidité remarquable sur l'ensemble des indicateurs.

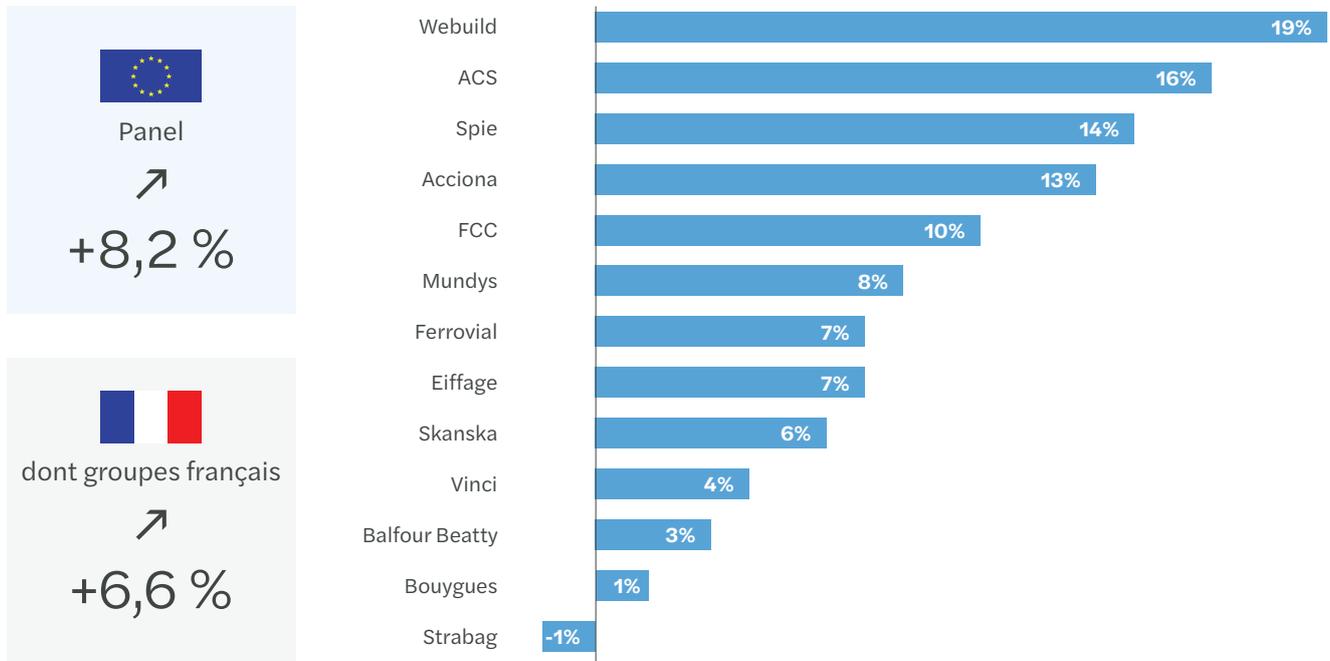
Les majors poursuivent leur dynamique de croissance avec une progression du chiffre d'affaires de +8 % en 2024, venant prolonger une année 2023 déjà exceptionnelle à +15 %. Cette performance s'appuie notamment sur la montée en puissance du secteur Énergie & Services, en croissance de 12 % en 2024.

Cette croissance ne se limite pas aux volumes, elle s'accompagne d'une amélioration de la rentabilité, avec un taux de marge en hausse de 0,9 point, soit un gain plus marqué que celui observé entre 2022 et 2023. Cette tendance est particulièrement visible dans le secteur des Concessions, où le taux de marge progresse de 2 points, soutenu par les performances de Ferrovial et Mundys, grâce à la hausse des péages, à la croissance du trafic aérien et à une amélioration de l'efficacité opérationnelle.

Enfin, signe positif pour aborder une année 2025 qui s'annonce plus tendue, le carnet de commandes progresse de 11 %, dépassant la croissance du chiffre d'affaires, un signal fort qui traduit à la fois des marchés porteurs dans leur ensemble, et qui confirme la solide projection pour le futur.

Une dynamique de croissance hétérogène du chiffre d'affaires parmi les majors

Evolution de l'activité entre 2023 et 2024



L'année 2024 s'inscrit dans la continuité de 2023, avec une nouvelle progression du chiffre d'affaires pour la majorité des majors, atteignant en moyenne +8,2 %.

Le secteur Énergie et Services continue de soutenir cette croissance, enregistrant une hausse de 12,3 %, après une très forte croissance de 37 % en 2023, principalement portée par l'acquisition d'Equans par Bouygues et la prise de participation complémentaire d'Acciona dans Nordex SE.

Dans ce même secteur, les groupes français VINCI, SPIE et Eiffage surperforment la croissance du Panel avec une hausse en moyenne de 14 %, une croissance principalement liée à l'intégration en 2024 d'EQOS et Salvia chez Eiffage, du groupe Fernao chez VINCI, et de Robur Industry chez SPIE.

Cette tendance confirme la consolidation du secteur autour d'acteurs qui se diversifient en tirant parti des opportunités offertes par la transition énergétique et la digitalisation des infrastructures.

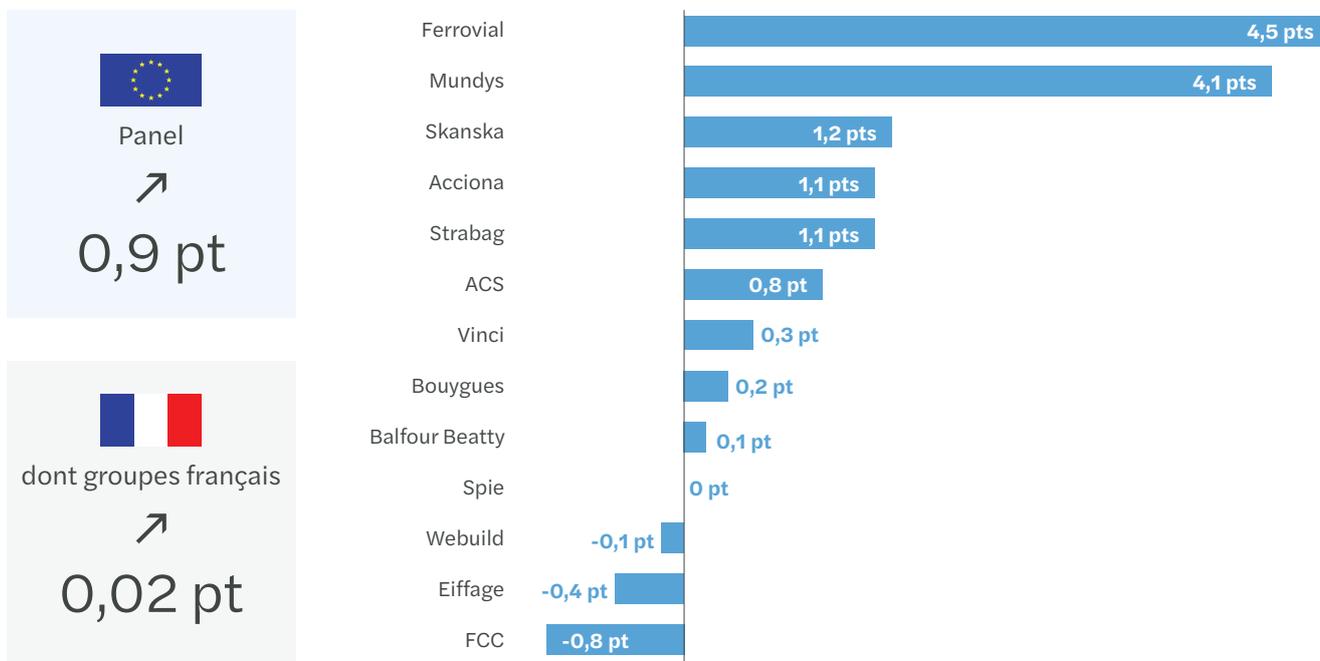
Le secteur du BTP contribue également à cette dynamique, avec une croissance de 5 %, portée

notamment par une hausse de 17 % du chiffre d'affaires d'ACS. Cette progression s'explique par l'intensification de l'activité aux États-Unis et en Asie-Pacifique, notamment dans les secteurs des infrastructures technologiques, des centres de données, des projets hospitaliers et de mobilité durable, qui ont fortement stimulé les performances de ses filiales CIMIC et Turner.

Enfin, Webuild enregistre la plus forte croissance du chiffre d'affaires du Panel, avec une hausse de 19 %. Cette performance est portée par l'accélération des projets de mobilité durable (lignes ferroviaires, métros), le développement de centrales hydroélectriques et l'extension d'infrastructures de traitement de l'eau, sur des marchés à forte intensité d'investissement public dans l'ensemble de ses implantations, où le groupe bénéficie d'un positionnement stratégique.

Une nouvelle amélioration du taux de marge opérationnelle, moins marquée chez les majors français

Evolution du taux de marge opérationnelle entre 2023 et 2024



En 2024, les majors européennes affichent une amélioration notable de leur rentabilité opérationnelle, avec une hausse moyenne de 0,9 point par rapport à l'année précédente.

Cette progression s'inscrit dans une tendance haussière continue du taux de marge depuis quatre ans post-Covid, témoignant de la résilience des grands groupes face à un contexte international toujours incertain. Malgré les conflits persistants en Ukraine et au Proche-Orient, l'amélioration de la profitabilité en 2024 s'explique notamment par une baisse du coût des matériaux et par la poursuite des effets positifs des stratégies de diversification, qui renforcent la robustesse des modèles économiques.

L'augmentation de 4,1 points du taux de marge opérationnelle de Mundys provient directement de l'amélioration de la rentabilité des Concessions, grâce à une progression des revenus de 8 %, portée par les hausses tarifaires et l'intégration de nouvelles concessions, tandis que les charges d'exploitation sont restées relativement stables.

Dans la même dynamique, Ferrovial affiche une hausse de 4,5 points de sa marge opérationnelle, portée par la solide performance du segment Concessions, dont la marge progresse de 9,1 points grâce à la hausse des revenus unitaires sur les autoroutes à péage. Dans le BTP, la rentabilité s'améliore également, avec une marge de 3,9 %,

en hausse de 2,8 points, marquant un retour aux standards du secteur, soutenu par une meilleure maîtrise des grands projets internationaux et une gestion plus rigoureuse des coûts.

A l'inverse, la marge de l'activité Concessions des majors français décroche, impactée par la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport en France. Sans cet effet, la marge de l'activité Concessions en France s'améliore également.

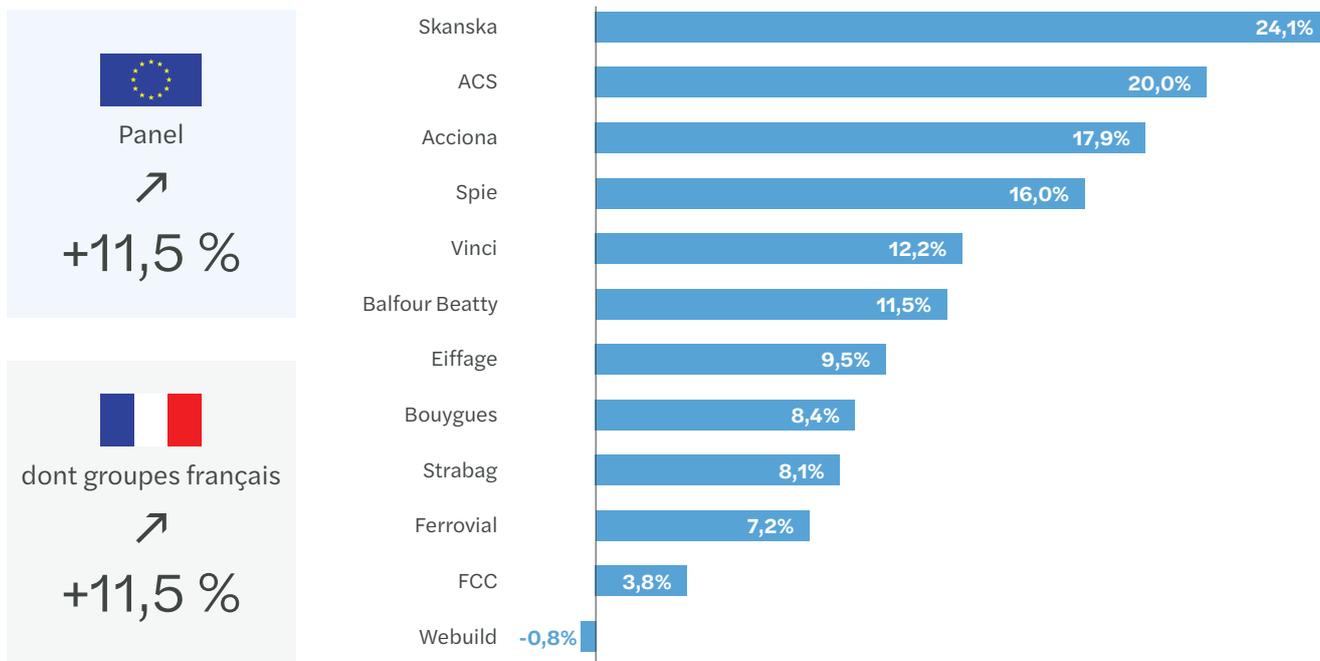
Deux éléments exceptionnels ont été retirés du résultat opérationnel présenté par les groupes suivants :

- Ferrovial, a réalisé une plus-value exceptionnelle de 2,1 Mds€ liée à la cession d'environ 20 % de la société détenant l'aéroport de Heathrow à Londres.
- Mundys, a pris en compte une charge de 1,4 Mds€ liée à la perte de valeur des actifs incorporels de Blueridge Transportation Group, à la suite de la résiliation anticipée de la concession SH288 au Texas.

Hors retraitement effectué dans un souci de comparabilité de l'analyse de la performance des groupes du panel, la rentabilité opérationnelle affichée s'élève à 34 % pour Ferrovial, soit une hausse de 26,7 points, et à 15 % pour Mundys, en baisse de 10,5 points.

La forte progression des carnets de commandes continue de rassurer, dans un contexte mondial incertain

Evolution des carnets de commandes entre 2023 et 2024



En 2024, le carnet de commandes des majors du BTP est en croissance pour la quasi-totalité des acteurs, signe d'un marché toujours dynamique. Cette progression est d'autant plus notable que la hausse du carnet de commandes (+11 %) dépasse celle de l'activité (+8 %), traduisant un renforcement du portefeuille de projets, constat rassurant pour le secteur dans un environnement conjoncturel marqué par une forte incertitude.

Cette tendance s'inscrit dans la continuité des années précédentes, avec une progression moyenne de 12 % en 2023 et 18 % en 2022. Elle est notamment marquée par une forte activité sur les marchés internationaux, en particulier en Amérique du Nord, ainsi qu'un recentrage stratégique vers des solutions à haute valeur ajoutée.

Skanska, ACS et ACCIONA enregistrent les plus fortes progressions, avec une hausse moyenne de 21 % de leur carnet de commandes.

Parmi les acteurs français, SPIE se distingue avec une progression remarquable de 16 % de son carnet de commandes sur l'année. Cette performance résulte de sa stratégie axée sur les services multi-techniques, en particulier dans les domaines porteurs de la transition énergétique et de la transformation numérique.

Rentabilité des majors par secteur en 2024



Pour mener des comparaisons sectorielles compte tenu des informations disponibles, l'activité des majors européens de notre Panel est ventilée selon 4 secteurs d'activité, tous liés aux métiers de la construction :



Tous les groupes ne distinguent pas nécessairement l'ensemble de ces activités dans leur communication financière. Ainsi, l'information sectorielle des groupes Strabag et Webuild ne permet pas un découpage selon ces 4 axes. Par ailleurs, les contributions non significatives d'un groupe dans un secteur d'activité ne sont pas présentées dans cette étude.

Pour mémoire, les marges opérationnelles élevées des activités de Concessions s'analysent au regard de la spécificité de ce modèle et des risques associés. En effet, les actifs sont restitués au concédant en fin de concession et la marge opérationnelle dégagée doit permettre de rémunérer et de rembourser la dette ainsi que les actionnaires sur une durée finie.

Performance des majors par secteur en 2024 vs. 2023

Evolution de l'activité des majors par rapport à 2023 et poids respectif par secteur

	 BTP (bâtiment et travaux publics) Route	 Énergie & Services Environnement Eau	 Immobilier	 PPP / Concessions / Infrastructures	 Autres secteurs d'activité
Poids des secteurs dans l'activité totale du Panel	54 %	30 %	1 %	10 %	5 %
Évolution de l'activité	 +5 %	 +12 %	 -13 %	 +10 %	

Taux de marge opérationnelle par secteur et évolution par rapport à 2023

	 BTP (bâtiment et travaux publics) Route	 Énergie & Services Environnement Eau	 Immobilier	 PPP / Concessions / Infrastructures
Taux de marge op. moyenne 2024	3,3 %	4,7 %	0,2 %	40 %
Évolution (en points)	 +0,5	 +0,2	 +5,7	 +2,0

BTP

Données clés – Evolution 2023 - 2024

CA :

+5 %

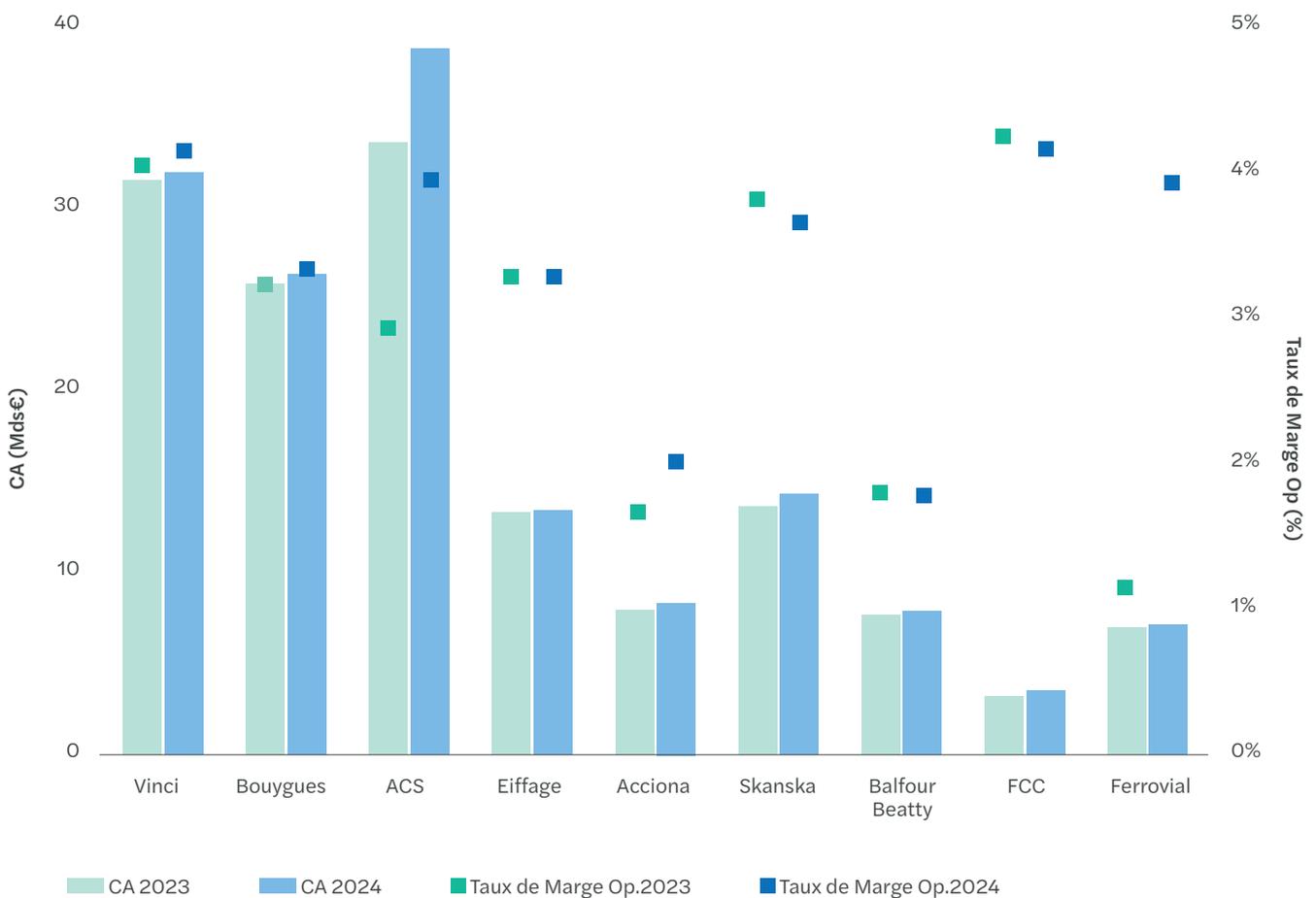
Marge Op :

+0,5 point

Taux moyen de Marge Op :

3,3 %

Le secteur BTP comprend les activités de conception et de construction de bâtiments privés, publics ou industriels, ainsi que l'activité de travaux publics y compris la route.



Rentabilité des majors par secteur en 2024

Energie & Services



Données clés – Evolution 2023 - 2024

CA :

+12 %

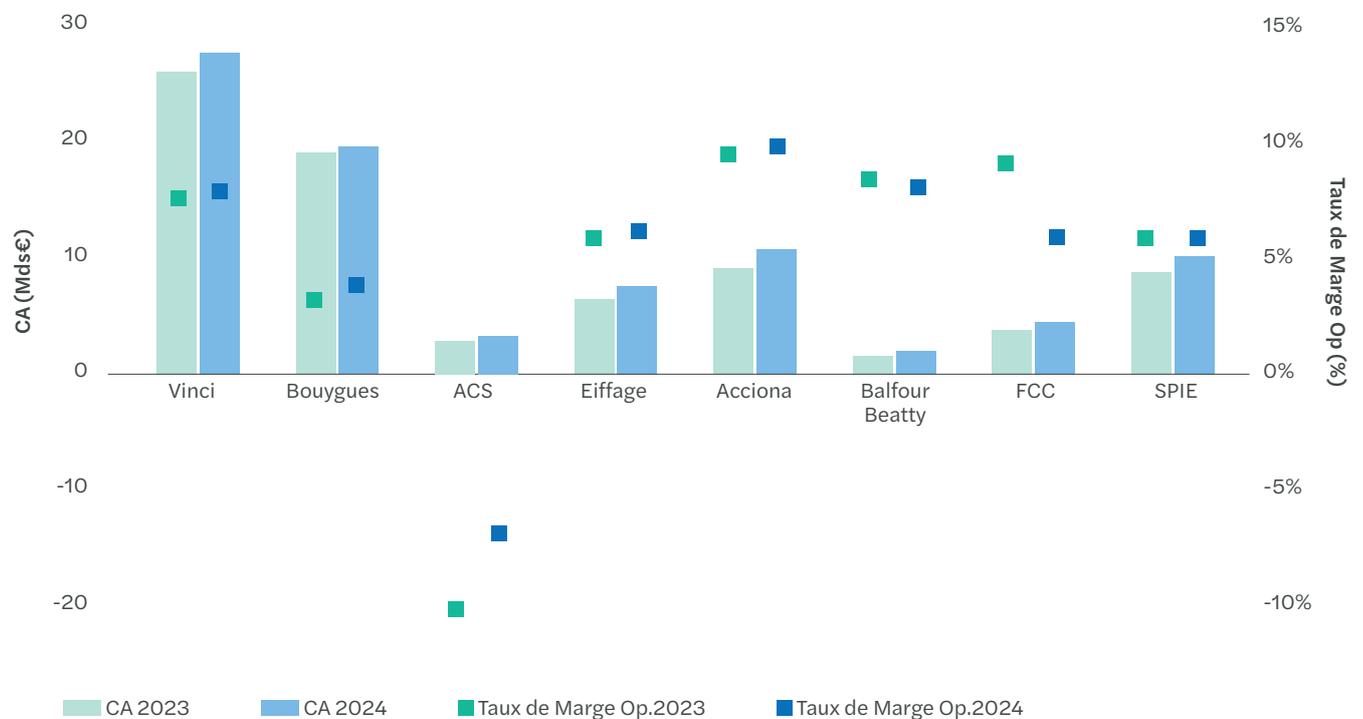
Marge Op :

+0,2 point

Taux moyen de Marge Op :

4,7 %

Ce secteur comprend les activités relatives à l'énergie, les réseaux, les services à la construction et à l'industrie, l'environnement et l'eau.



Rentabilité des majors par secteur en 2024

Immobilier



Données clés – Evolution 2023 - 2024

CA :

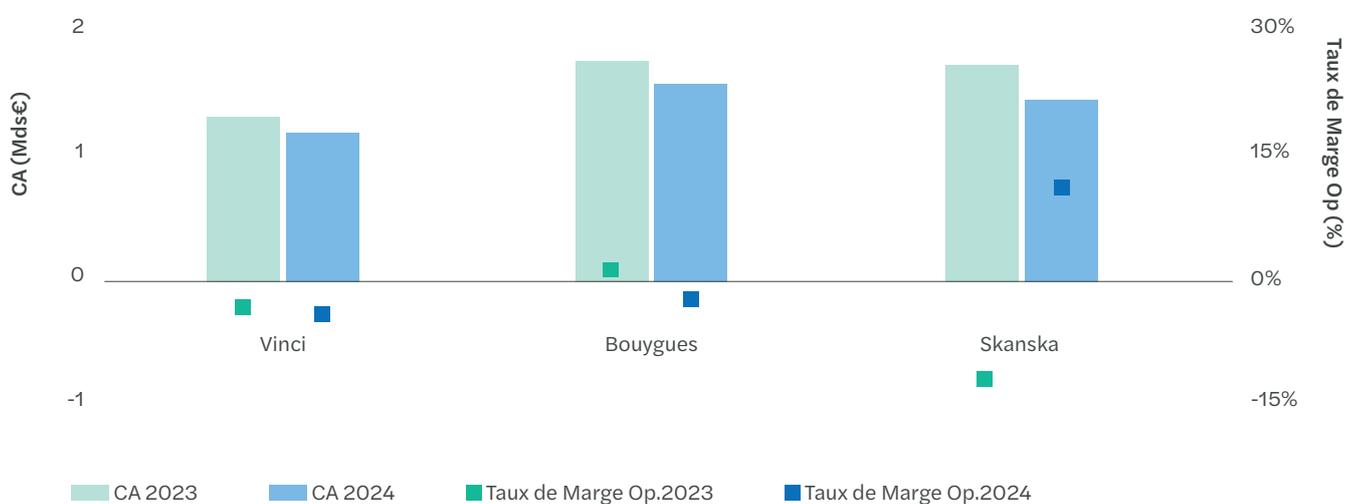
-13 %

Marge Op :

+5,7 points

Taux moyen de Marge Op :

0,2 %



Concessions

Données clés – Evolution 2023 - 2024

CA :

+10 %

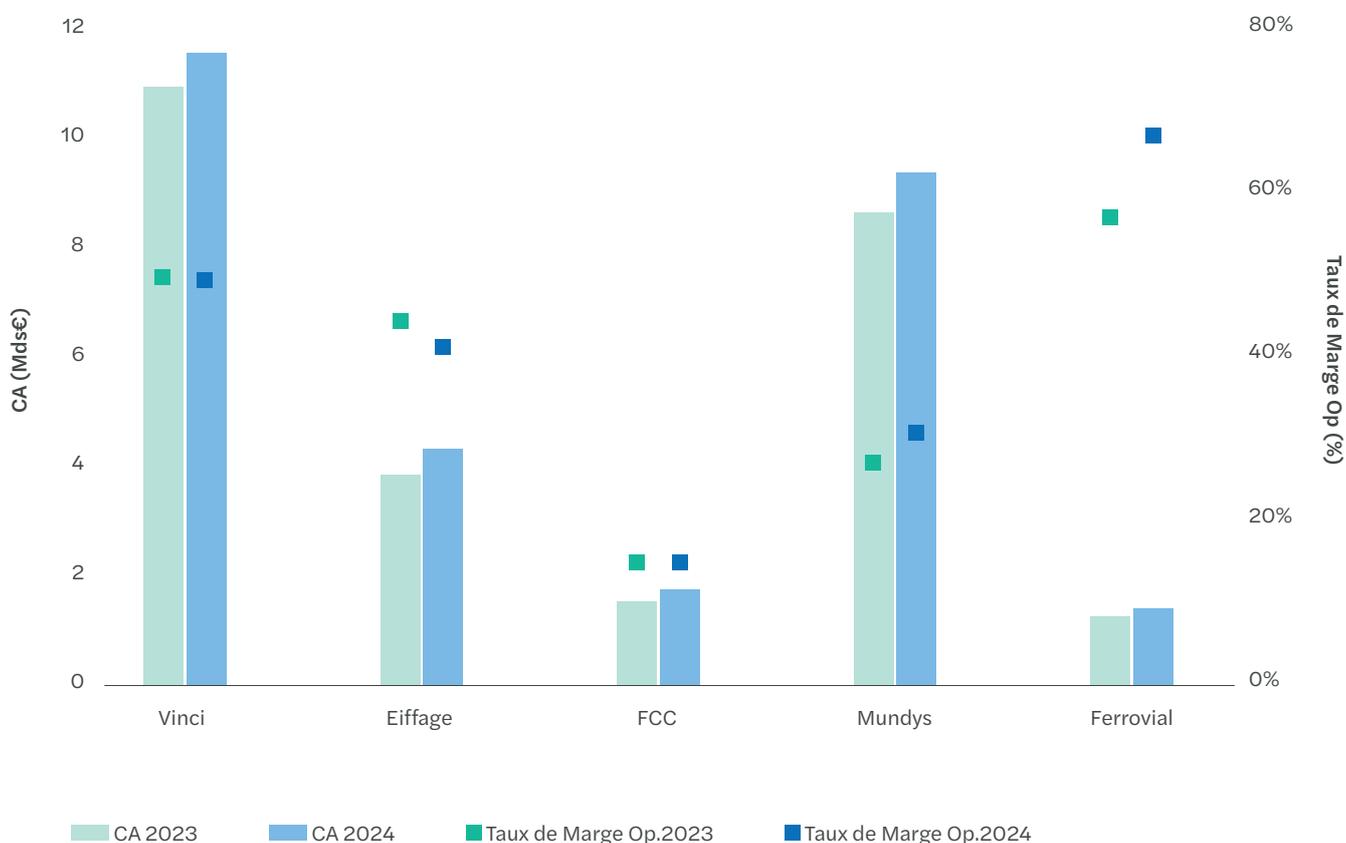
Marge Op :

+2 points

Taux moyen de Marge Op :

39,9 %

Ce secteur comprend les activités de concessions et de PPP (partenariat public privé) pour l'exploitation d'infrastructures telles que les autoroutes, les aéroports et les réseaux ferroviaires.





Le BTP face au défi climatique : entre ambition et réalité

Dans un contexte de dérèglement climatique de plus en plus pressant, les grands groupes européens du BTP sont confrontés à une transformation profonde de leur modèle, faite de contraintes réglementaires et d'opportunités commerciales, faisant de la transition énergétique un levier stratégique incontournable.

Depuis 2024, la directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) impose à un nombre croissant d'entreprises de publier un bilan carbone structuré, couvrant trois périmètres d'émissions de gaz à effet de serre :

- Scope 1 : émissions directes de GES provenant de sources détenues ou contrôlées par l'entreprise. (carburants, engins de chantier, chaudières, etc.).
- Scope 2 : émissions indirectes résultant de la production d'électricité, de vapeur, de chaleur ou de froid achetés ou acquis, consommés par l'entreprise :
 - Market-based : selon les contrats d'électricité achetée (ex. : électricité verte).
 - Location-based : selon le mix énergétique moyen du pays.
- Scope 3 : toutes les autres émissions indirectes significatives de la chaîne de valeur (biens et services achetés, investissements, transport et distribution en amont, déchets produits lors de l'exploitation, voyages d'affaires, déplacements domicile-travail des salariés, usage et fin de vie des ouvrages, etc).

Dans le cadre de cette étude, l'analyse repose sur les données "market-based" du Scope 2, car elles traduisent les choix contractuels et stratégiques des entreprises en matière d'approvisionnement énergétique. Cette approche permet d'apprécier plus finement leur niveau d'engagement dans la transition bas carbone, en mettant en lumière les efforts volontaires au-delà des obligations réglementaires.

Mais le véritable défi réside ailleurs, plus de 80 % des émissions du secteur relèvent du Scope 3. Ce périmètre, qui englobe fournisseurs, sous-traitants, clients et cycle de vie des ouvrages, reste difficile à

quantifier, à piloter et à transformer. Sa complexité freine l'établissement d'objectifs de réduction clairs, comparables et mesurables.

Certaines entreprises, comme FCC ou Mundys, choisissent ainsi de concentrer leurs efforts sur les périmètres qu'elles maîtrisent directement, laissant le Scope 3 en dehors de leurs trajectoires cibles. Ce positionnement soulève une question centrale : **de quels leviers dispose réellement le secteur aujourd'hui pour assumer pleinement son rôle dans la décarbonation de l'économie ?**

Car au-delà de la conformité réglementaire, c'est bien la capacité du BTP à repenser ses chaînes d'approvisionnement, ses matériaux et ses usages et à travailler avec les prescripteurs des projets pour intégrer de plus en plus de solutions durables dans les cahiers des charges, qui déterminera sa place dans le monde bas carbone de demain. À l'horizon 2050, l'objectif de neutralité carbone fixé par l'Union européenne impose une transformation systémique du secteur, qui ne pourra être atteinte sans une maîtrise progressive — mais ambitieuse — de l'ensemble de sa chaîne de valeur.

“Les entreprises du secteur sont particulièrement exposées aux risques physiques, notamment pour leur chaîne de valeur amont. Leur résilience passera par la désignation d'actifs adaptés en matière de localisation, de design et de choix des matériaux. Les risques et opportunités de transition sont également au cœur des enjeux environnementaux du secteur, en particulier compte tenu des tensions sur les matières premières et l'exposition à la variabilité des prix.”

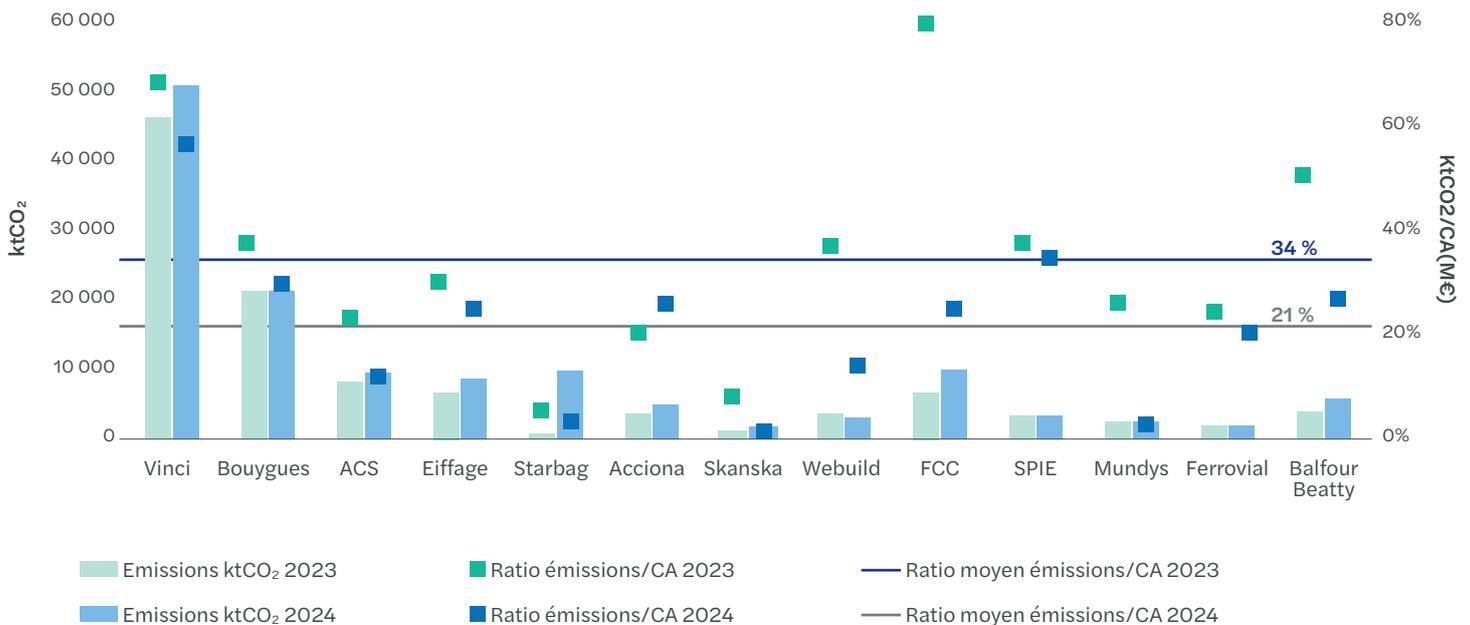


Anis Chaghal

Expert climat Forvis Mazars

Le BTP en transition : une hausse d'émissions au service d'un futur bas carbone

Évolution des émissions de CO₂ (Scopes 1 à 3) et performance carbone des leaders du BTP



Malgré les ambitions climatiques affichées, les émissions de CO₂ continuent d'augmenter dans le secteur du BTP entre 2023 et 2024. Ce constat, loin d'être un signe d'inaction, reflète les réalités d'une transformation industrielle de grande ampleur. L'activité de construction, la plus émettrice du secteur, concentre l'essentiel de cette hausse. Les trois leaders de cette branche — Vinci, Bouygues et ACS — en sont les principaux contributeurs, en cohérence avec leur poids économique et opérationnel.

Cette évolution est attendue. La transition vers des pratiques bas carbone ne peut s'opérer instantanément. Elle repose sur des investissements lourds, des réorganisations profondes et l'intégration progressive de technologies encore en phase de déploiement. Il s'agit d'un processus structurel, long mais nécessaire, pour inscrire durablement le secteur dans une trajectoire de décarbonation.

Dans ce contexte, Vinci se distingue par un niveau d'émissions indirectes (Scope 3) supérieur à celui de ses concurrents. Cette différence par rapport aux autres acteurs peut s'expliquer par la latitude laissée aux émetteurs dans la manière d'appréhender l'évaluation et l'étendue des émissions prises en compte dans le Scope 3. Par ailleurs, les écarts observés révèlent un poids très élevé des chaînes de valeur étendues dans l'empreinte carbone globale des entreprises du secteur.

Un ratio d'émissions sur chiffre d'affaires permet par ailleurs de nuancer l'analyse. Certaines entreprises montrent déjà des signes d'amélioration de leur efficacité carbone, traduisant une volonté d'optimisation et une gestion plus durable de leur croissance. Cette dynamique, bien que progressive, reste alignée avec les objectifs de neutralité carbone fixés à l'horizon 2050.

Des trajectoires ambitieuses mais exigeantes pour le secteur du BTP à l'horizon 2030

Société	Scopes 1 & 2 (en tCO ₂ e)			Scopes 3 (en tCO ₂ e)		
	Émissions de CO ₂ en 2024	Objectif d'émissions de CO ₂ pour 2030	Réduction restante à réaliser entre 2024 et 2030 (%)	Émissions de CO ₂ en 2024	Objectif d'émissions de CO ₂ pour 2030	Réduction restante à réaliser entre 2024 et 2030 (%)
Vinci	2 169 000	1 656 000	24 %	48 039 000	39 035 000	19 %
Eiffage	739 197	467 559	37 %	7 536 365	5 560 029	26 %
Acciona	208 431	104 932	50 %	4 650 996	3 281 510	29 %
ACS	433 921	379 587	13 %	8 416 420	4 216 103	50 %
Bouygues	1 969 190	1 225 019	38 %	18 970 546	15 263 658	20 %
Skanska	155 000	120 600	22 %	1 219 000	972 500	20 %
Balfour Beatty	145 416	71 696	51 %	5 753 125	2 127 358	63 %
Webuild	416 788	220 898	47 %	2 639 233	1 277 525	52 %
SPIE	131 062	111 300	15 %	3 153 636	3 298 000	-5 %
Ferrovial	335 527	303 030	10 %	1 716 592	1 570 628	9 %
Strabag	948 840	558 508	41 %	NA	NA	NA
Moyenne	695 670	474 466	31 %	10 209 491	7 660 231	28 %

* FCC et Mundys ne détaillent pas leurs objectifs 2030 par catégorie d'émissions, ce qui ne permet pas d'identifier précisément leurs cibles pour les scopes 1 et 2

* Strabag publie des objectifs de réduction d'émissions à horizon 2030 pour les scopes 1 et 2 uniquement, sans cible définie pour le scope 3

Les grandes entreprises du BTP placent désormais la transition climatique au cœur de leur stratégie. Leurs objectifs de réduction des émissions d'ici 2030, alignés sur l'Accord de Paris et validés par la Science Based Targets initiative (SBTi), répondent aux exigences réglementaires et reposent sur une méthodologie fondée sur la science.

La majorité des acteurs du secteur vise une réduction de 40 à 50 % de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, en prenant pour référence une année comprise entre 2019 et 2023, selon la disponibilité et la robustesse des données historiques. Ces objectifs couvrent l'ensemble des émissions directes (Scopes 1 et 2) et indirectes

(Scope 3), garantissant une approche globale, mesurable et vérifiable, en cohérence avec les ambitions climatiques européennes.

D'après les données publiées en 2024, les leaders du BTP doivent encore réduire en moyenne 28 % de leurs émissions totales pour atteindre leurs objectifs d'ici 2030. Pour les seules émissions directes (Scopes 1 et 2), l'effort restant est de 31 %, traduisant une avancée d'environ 10 points de pourcentage par rapport aux niveaux de référence initiaux. Ces résultats témoignent d'une dynamique positive, tout en soulignant l'ampleur des efforts à fournir pour concrétiser les engagements climatiques à moyen terme.

Des leviers structurants pour accélérer la transition écologique du BTP

Pour répondre aux exigences climatiques et atteindre leurs objectifs de réduction d'émissions, les entreprises du BTP mettent en œuvre une stratégie généralement fondée sur trois piliers : la décarbonation des équipements, l'éco-conception des ouvrages et la circularité des matériaux. Pour certains acteurs, certains leviers de décarbonation restent à identifier et dépendent d'innovations provenant d'autres secteurs d'activité (Matériaux de construction, Energie, Transport, etc).

Décarbonation des équipements et de l'énergie

L'électrification des engins de chantier s'intensifie, avec l'introduction de pelleuses, nacelles et compacteurs électriques, notamment sur les chantiers urbains. Les flottes de véhicules utilitaires passent progressivement à l'électrique, soutenues par l'installation de bornes de recharge sur les sites. Parallèlement, certaines entreprises investissent dans des bases vie alimentées par des panneaux solaires, des groupes électrogènes à hydrogène ou des micro-réseaux hybrides. L'usage de biocarburants et d'électricité verte complète cette transition énergétique.

Éco-conception et matériaux bas carbone

En Europe, l'éco-conception est déjà une obligation réglementaire dans les marchés publics. A l'international, elle s'impose progressivement comme une exigence, mais reste encore largement portée par des initiatives volontaires, notamment dans le secteur privé.

Les entreprises privilégient des matériaux à faible empreinte carbone comme le béton bas carbone (CEM III), les granulats recyclés, les structures mixtes bois-béton ou encore les isolants biosourcés (chanvre, ouate de cellulose) à chaque fois que cela est autorisé par les réglementations locales. Des solutions innovantes, telles que les enrobés végétaux, les façades éco-conçues ou les enduits en terre crue, gagnent du terrain, notamment dans les projets de rénovation urbaine ou d'infrastructures durables.

Circularité et gestion responsable des ressources

Le réemploi des matériaux devient une pratique courante, avec le tri à la source, la réutilisation sur site et la mise en place de plateformes de recyclage à proximité des chantiers. Ces démarches permettent de limiter les transports, de réduire les déchets et de favoriser une économie circulaire locale. Les achats responsables sont renforcés par l'intégration de clauses climatiques dans les contrats fournisseurs.

Un mouvement soutenu par les politiques publiques et l'investissement privé

Cette transformation est appuyée par des dispositifs publics (certificats d'économies d'énergie, subventions à l'innovation, programmes de transition écologique) et par des investissements massifs. Plusieurs grands groupes annoncent des plans de financement de plusieurs dizaines de milliards d'euros d'ici 2030 pour accélérer la décarbonation, renforcer l'efficacité énergétique et développer des solutions technologiques bas carbone.

Dans un contexte mondial marqué par des difficultés persistantes tant géopolitiques qu'économiques et réglementaires, l'année 2024 aurait pu être celle d'une inflexion pour le secteur du BTP.

Pourtant, les résultats témoignent d'une dynamique positive sur l'ensemble des indicateurs, confirmant la solidité des majors européens.

Cette performance prend tout son relief dans un environnement particulièrement contraint. Depuis 2022, la guerre en Ukraine a profondément modifié les chaînes d'approvisionnement mondiales, générant des tensions durables sur les coûts et la disponibilité des matériaux.

Début 2025, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche a fait naître des tensions commerciales entre les grandes puissances économiques. La hausse des droits de douane sur plusieurs matériaux stratégiques, notamment l'acier, l'aluminium et les composants techniques, a accentué la volatilité des prix et installé de l'incertitude dans la gestion des projets.

Les majors européens sont davantage impactés par cette incertitude qui freine les investissements que par la hausse des droits de douane directement, car les groupes produisent localement et leur activité US qui serait surtout touchée par des importations hors US est généralement peu significative.

Par précaution, les entreprises du BTP ont néanmoins ajusté leurs stratégies en diversifiant leurs sources, en renforçant leurs circuits logistiques et en sécurisant leurs approvisionnements. L'impact de ces nouvelles barrières commerciales sur les marges, les délais et la structuration des chaînes de valeur constituera un point d'attention majeur pour 2025.

L'entrée en vigueur de la directive CSRD en 2024 a également accéléré la transformation du secteur. En imposant de nouvelles exigences de transparence, elle a poussé les entreprises à intégrer les enjeux environnementaux et sociaux dans leurs décisions opérationnelles.

Cette évolution réglementaire s'inscrit dans un contexte où le poids du secteur de l'Énergie ne cesse de croître au sein des grands groupes, porté par la demande croissante en infrastructures durables, en services énergétiques et en solutions bas carbone.

Cette pression réglementaire agit comme un catalyseur de transformation. Pour répondre aux nouvelles attentes, les entreprises accélèrent l'adoption de matériaux bas carbone, investissent dans des outils de traçabilité des émissions et repensent la conception de leurs projets pour intégrer les principes de l'économie circulaire. Certaines ont revu leur chaîne de valeur, en contractualisant des engagements climatiques avec leurs fournisseurs ou en développant des partenariats pour innover sur les matériaux et procédés.

L'objectif de l'Accord de Paris de neutralité carbone à l'horizon 2050 renforce cette dynamique. Il impose une transformation structurelle du secteur, qui ne peut plus reposer sur les seuls gains d'efficacité. La rénovation énergétique à grande échelle, le développement de bâtiments à énergie positive et l'industrialisation de procédés de construction durables deviennent des axes stratégiques majeurs. Ces évolutions ne relèvent plus du choix mais de la condition de pérennité.

Ce contexte n'a pas freiné le secteur, il l'a poussé à se réinventer. L'innovation, la diversification et l'engagement environnemental deviennent les leviers d'un nouveau cycle de croissance. Le BTP entre ainsi dans une phase de refondation, où la résilience ne se mesure plus seulement à la capacité de surmonter les crises, mais à celle de bâtir un avenir plus durable.

